

COOPÉRATION SUR LE NUCLÉAIRE CIVIL

L'Algérie et la Russie passent à l'acte

C'est la Russie qui est désignée pour être partenaire et accompagnatrice du développement de l'énergie nucléaire à usage civil en Algérie. Donnant suite à leur plan de coopération dans ce domaine, les deux pays veulent désormais concrétiser le projet.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Ainsi, selon l'agence Novesti, Alger a accentué le 2 mars passé, sous la direction de la commission de coordination algéro-russe, une première réunion rassemblant les deux parties. L'une représentée par le directeur international de l'Agence fédérale russe de l'énergie atomique (Alstom), Nicolay Drozedoff, et l'autre par le président du Comité national de l'énergie nucléaire (COMENA), Mohamed Dourdour. Ceci afin de mettre en place les grandes lignes de la stratégie nucléaire

algérienne à usage «strictement civil».

Cette ébauche vient apporter une suite et un nouveau souffle à l'accord de coopération algéro-russe dans ce même domaine, ratifié en septembre 2014. Une convention gouvernementale fondée sur bon nombre de secteurs où il serait intéressant d'y incorporer l'énergie nucléaire à usage civil : l'agriculture, l'industrie, l'hydraulique, la biologie et la médecine. Il est également question de construction de centrales et réacteurs de recherche nucléaire pour la production d'énergie thermique

et le dessalement de l'eau de mer, en plus de l'exploration géologique et de l'exploitation des gisements d'uranium, ainsi que le recyclage et la gestion du combustible nucléaire et des déchets radioactifs.

En plus de sa coopération avec la Russie, le gouvernement algérien compte également sur l'appui de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) qui a confirmé son soutien pour le développement du secteur nucléaire en Algérie ; tant que cet exercice concerne exclusivement l'usage civil. Ceci, lors d'une rencontre entre le Premier ministre, A. Sellal, et le DG de l'AIEA, Y. Amano, le 2 mars dernier.

Par ailleurs, cette activité peut vraisemblablement être avantageuse pour l'économie algérienne et



Nicolay Drozedoff, directeur international d'Alstom.

pallier à la crise pétrolière. Toutefois, cela demeure conditionné par la mise en place d'une véritable vision et d'une régle-

mentation rigoureuse pour ce secteur sensible, de façon à éviter les dérives.

N. B.

L'AMBASSADEUR DE COLOMBIE L'A ANNONCÉ À BOUMERDÈS

L'Algérie importera de la viande colombienne

L'ambassadeur de Colombie en Algérie, Son Excellence Alfonso Soria Mandoza, qui était accompagné du chargé des affaires consulaires du même pays, a effectué jeudi un déplacement à Boumerdès à l'invitation d'un industriel spécialisé dans la fabrication de gazon synthétique.

Après avoir pris connaissance du processus de production du tartan, l'ambassadeur a engagé une discussion amicale avec les quelques journalistes présents sur les relations politique et économique entre son pays et l'Algérie.

La Colombie est un pays producteur de viande et l'Algérie importe une partie de sa consommation, pourquoi votre pays n'est pas présent sur ce marché ? C'était l'une de nos questions adressée au diplomate. Ce dernier dira «l'année dernière, avec notre bureau des exportations colombiennes, nous avons fait une visite et nous avons fait une étude sur le marché algérien de la viande. Présentement, nous sommes dans la phase finale de la négociation d'un accord pour la commercialisation de la viande désossée et congelée en Algérie ainsi que de produits agricoles.

L'accord prévoit également l'exportation en Colombie des dattes algériennes et d'autres produits agricoles algériens. Je vous affirme que d'ici le prochain



Alfonso Soria Mandoza, ambassadeur de Colombie en Algérie.

Ramadhan, on achètera en Algérie de la viande colombienne.»

Mais l'ambassadeur veut élargir l'éventail des échanges commerciaux entre les deux pays. «Il y a, en outre, un autre secteur que nous aimerions encourager. Nous savons que le ministère de l'Agriculture algérien a un programme de soutien aux petites et moyennes entreprises pour l'exportation. Nous aimerions encourager l'importation des dattes parce que votre pays a maintenant le savoir-faire dans ce domaine.»

Quels sont les autres secteurs qui peuvent intéresser les deux pays en matière

d'échanges économiques ? «Les dérivés du pétrole. Je crois que c'est le moment à saisir par l'Algérie afin de pénétrer le marché colombien. Il y a également une chose importante que je voudrais dire. Il y a en Algérie beaucoup de jeunes et c'est le moment où votre pays commence à exporter les services. Nous aimerions voir des jeunes très qualifiés activer chez nous. Nous estimons que la jeunesse algérienne est bien formée.». Il cite le cas de l'information de météologie et le secteur de l'informatique et de conclure : «J'ai la satisfaction de découvrir aujourd'hui un produit algérien fait par des Algériens et qu'on peut exporter.» Très important, l'ambassadeur pense que l'accord de paix que vont signer le gouvernement colombien et les Farc (Forces armées révolutionnaires colombiennes) lancera un processus de réinsertion de beaucoup de Colombiens et va booster la consommation de la population et ouvrira de grandes perspectives économiques de ce pays. Il y a lieu de rappeler que l'unité visitée – Iris Derriche – produit annuellement 1 200 000 m² de gazon synthétique (tartan) new génération homologué par la Fifa (Fédération internationale du football) et plusieurs pays dont la Chine, l'Angleterre, les Etats-Unis, la Hollande, l'Allemagne, l'Australie, la Turquie, le Canada, la Belgique,... Elle emploie 262 travailleurs.

Abachi L.

PRÉCIPITATIONS

SALVATRICES

Les prévisions météo suggèrent l'optimisme

Météo Algérie prévoit le retour de la pluie au cours des prochains jours, une bonne nouvelle après les craintes quant à un éventuel rationnement en eau qu'a suscitées le faible taux de précipitations qu'a connu le pays depuis le début de la saison hivernale.

Lors de la journée technique sur «la réhabilitation des barrages» qu'il a présidée, le ministre des Ressources en eau, Abdelwahab Nouri, a indiqué que le risque de décréter l'état de sécheresse n'était pas «écarté» surtout si les précipitations persistent à se maintenir à leur faible niveau.

Le taux de remplissage des barrages, l'un des baromètres des réserves en eau, est estimé à plus de 67%.

Le barrage de Beni Haroun de Mila a atteint son plus haut niveau de remplissage, en revanche, selon nos confrères d'El Khabar, l'une des raisons de ce remplissage est...la présence de précipices boueux au niveau de l'infrastructure de Mila. La problématique de l'envasement concerne nombre de barrages en Algérie, ce qui réduit sensiblement leurs capacités de stockage. La maintenance des barrages a d'ailleurs été l'un des points importants abordés lors de la journée consacrée à la réhabilitation des barrages.

Parmi ces ouvrages hydrauliques, 15 sur 75 ont été bâtis il y a cinquante ans. «Les barrages en exploitation que compte le pays font l'objet d'une surveillance permanente et d'un entretien rigoureux de leur étanchéité et de leur stabilité et la lutte contre l'envasement des barrages est nécessaire», a confié le ministre des Ressources en eau.

Même si Abdelwahab Nouri se veut rassurant, l'éventualité d'une sécheresse n'est pas encore exclue. Les prochaines précipitations prévues par Météo Algérie en cours de semaine prochaine permettent donc l'optimisme avant la fin de la saison hivernale.

Rafik Aïouaz

TRANSPORTS PRIVÉS DE VOYAGEURS

Augmentation des prix à partir du 13 mars prochain

Les usagers des transports collectifs urbains et suburbains dans la wilaya d'Alger payeront le ticket de bus plus cher à partir du 13 mars prochain. Une nouvelle tarification qui fait suite à l'instruction du ministère des Transports en date du 16 février dernier. C'est ce qu'affirme l'Organisation nationale des transporteurs algériens dans un communiqué rendu public.

Annoncée dernièrement, l'augmentation des tarifs des transports collectifs urbains et suburbains, intervient suite à la hausse des prix des carburants, décidée par la loi de finances 2016. Tenant compte de l'impact de cette hausse sur les charges journalières des trans-

porteurs, le ministère des Transports a décidé d'une augmentation des tarifs des transports collectifs urbains et suburbains de l'ordre de 10%.

Afin d'éviter tout dépassement ou improvisation des transporteurs, une circulaire a été adressée aux Directions des

transports de wilaya pour élaborer les tableaux des prix fixés. Ils seront appliqués pour le transport collectif urbain et le transport collectif inter-wilaya.

Le transport urbain des voyageurs, à titre d'exemple, verra les tarifs de ces services augmenter en fonction des distances parcourues. Pour les lignes allant jusqu'à 5 km, la tarification passera du prix actuel soit 15 dinars à 17 dinars. Les tarifs du transport sur des lignes allant de 6 à 10 km passeront, pour leur part, de 20 dinars à 22 dinars. Quant

aux lignes de transport dont la distance est de 21 à 30 km, le prix du ticket augmentera de 35 dinars à 38 dinars.

Pour rappel, les 10% d'augmentation décidés par le ministère des Transports concernent également les tarifs des taxis qui, eux aussi, seront soumis aux tarifications fixées par la tutelle. Seuls les transports publics des voyageurs sont exclus. L'ensemble des opérateurs publics : SNTF, Métro, Tram et Etusa, à travers les 48 wilayas, ne connaîtront ainsi aucune hausse de tarifs.

Rym Nasri